

Thème de ce numéro : **Réarmement en Europe**

Éditorial

Stigmatisons Netanyahu, pas les Juifs !

À l'heure où ces lignes sont écrites (31 mai), l'État d'Israël est en train de bombarder et d'affamer les habitants de Gaza. Chaque jour, des centaines de civils, notamment des femmes et des enfants, sont tués, estropiés, privés d'eau et de nourriture. Les images qui nous parviennent sont insupportables.

L'attentat du 7 octobre 2023 par le Hamas a été brutal et indéfendable. On pouvait donc s'attendre à une riposte proportionnelle d'Israël, pays qui a toujours appliqué la devise « Œil pour œil, dent pour dent ». Mais la réaction a été particulièrement barbare, Benjamin Netanyahu profitant de l'occasion pour détruire complètement la Bande de Gaza.

Malheureusement, les États-Unis, sous la présidence inepte de Joe Biden puis de Donald Trump, se sont faits complices de la situation, alors que les pays occidentaux, dont la Suisse, faisaient preuve d'un silence assourdissant.

Heureusement, certaines nations sont en train de réagir, considérant qu'Israël ne pouvait pas éternellement se faire passer pour victime depuis la Shoah.

La réplique sanguinaire de l'armée israélienne a suscité dans le monde une montée d'antisémitisme. Le récent meurtre de deux diplomates juifs aux États-Unis

prouve bien le climat de haine qui a saisi les populations de toute la planète. Mais cette réaction est injustifiée car il ne faut pas confondre l'État d'Israël avec la communauté juive.

« Ce qui m'effraie, ce n'est pas l'oppression des méchants ; c'est l'indifférence des bons. »

Martin Luther King

Parmi cette dernière, nombreuses sont les personnes qui dénoncent la politique guerrière menée par Netanyahu et l'extrême-droite israélienne. Il faut donc éviter de faire des amalgames qui des-

servent la cause palestinienne et celle de la paix.

Le Comité rédactionnel

Tout est relatif !

Au printemps la nature se réveille
Une armée d'insectes, dont les abeilles
Butinent de fleur en fleur à tire d'ailes.
Des militaires tirent à balles réelles.
Les unes cherchent à fabriquer du miel
Alors que les autres distillent leur fiel.
Mais contre qui, pourquoi ? Sans raison !
Attention, menace, danger, prison.
Dois-je me soucier de l'ours polaire ?
Alors que l'on tue nos propres frères
Pour une poignée de métaux rares
J'usurpe, je pille ton territoire!

Emilie Salamin-Amar

La journée de L'Essor, c'est bientôt !

Cher lecteur, chère lectrice, nous vous attendons

samedi le 21 juin prochain, à 14h30

à la Maison des Associations à Yverdon

(café Le Tempo, quai de la Thièle 3)

*pour notre assemblée générale, suivie de la
présentation « **Le loup, ange ou démon ?** » de
M. Alain Prêtre, journaliste et photographe-animalier.*

Voir la feuille jointe, pour tous les détails...

N'oubliez pas de vous inscrire, et à bientôt !

Le PS jurassien a 50 ans

Grande surprise. Je le croyais né en 1919. Ce qui ferait bien plus de 50 ans. Or, l'ouvrage suivant :

PS Jurassien, 50 ans au service de la solidarité

(Éditions de la Rue du Nord) qui est consacré à ce demi-siècle, précise bien que le parti actuel a été formé pour être un acteur important dans le cadre de l'organisation du nouveau canton.

L'ancien PSJ s'était trop longtemps déchiré entre pro-bernois et indépendantistes. Jean-Claude Rennwald ne revendique que le titre de rassembleur de textes, mais ceux qui suivent son activité éditoriale reconnaîtront sa patte de la première à la dernière page. Cela dit sans négliger l'important travail de ses co-auteurs et co-autrices. Merci à Françoise Schaffter, Lisa Raval, Jean-Marie Miserez, Gabriel Nusbaumer[†] et Adrian Zimmermann.

Mon premier plaisir a été de rencontrer, au cours de ma lecture, toute une série de camarades avec lesquels j'ai milité pendant la dernière moitié du vingtième siècle. Mon plaisir devint jouissance quand, à la page 43 par exemple, on lit les succès rencontrés par ces militants lors des votations populaires.

Hélas, si les Jurassiens votent très souvent comme le PSJ le leur propose, les résultats nationaux annulent ce bel élan vers plus de justice et plus de solidarité. Toute la Suisse romande est souvent dans cette même situation.

À tous ceux et celles qui, proches ou pas du PSS, espèrent un peu plus d'équité et une meilleure répartition du fruit des efforts de tous, je conseille la lecture de ce petit livre de 150 pages.

Il résume bien les succès et les échecs de ces combats dans le plus jeune de nos cantons suisses. Le plus jeune mais pas le plus petit, avec ses 74 548 habitants alors que Glaris n'en compte que 42 056,

les deux Appenzell 73 080, Obwald 39 972 et Nidwald 45 016.

Très vite, le PSJ a manifesté une certaine influence sous la coupole fédérale par l'envoi de personnalités solides dont l'activité fait l'objet d'un rappel presque exhaustif. En 2022, il a touché le graal avec l'élection de la première Conseillère fédérale jurassienne en la personne d'Elisabeth Baume-Schneider. Le livre ne se termine pas sans évoquer aussi les sujets qui fâchent. Le chapitre de conclusion s'intitule : « *L'avenir nous appartient, sans tabous* ».

Nous y lisons que le PSJ ne s'est pas complètement fondu dans le conservatisme helvétique, qu'il doit s'investir beaucoup plus au niveau communal, que perdre ses ouvriers ce n'est pas seulement perdre des voix mais que c'est perdre son âme.

Il doit revenir aux fondamentaux : salaires, santé, temps de travail, égalité, services publics, environnement, collaboration avec les syndicats et les associations écologiques, culturelles, AVIVO, ASLOCA, FRC. Il doit de temps à autre « *allumer des brindilles de socialisme* », mais aussi surmonter le malaise provoqué par les prises de position collégiales de sa Conseillère fédérale. Cela n'est pas sans rappeler l'analyse de Jean-Claude Rennwald qui dénonce le passage des prolos aux bobos, dans une autre publication.

Mon seul regret est toujours le même. Dans tous les travaux historiques ou d'analyse de la gauche, il manque la dénonciation de l'accaparement de la richesse. Elle est produite par tous ceux qui permettent depuis de nombreuses années une augmentation constante du PIB. Des chiffres existent. Ils sont énormes. Il est aussi vrai que les lecteurs ont de la peine à se représenter le volume de ces milliards volés.

Pierre Aguet, Vevey

Naissance et vie des partis politiques

Le premier paragraphe de l'article de notre ami Pierre Aguet nous rappelle que les partis politiques naissent, vivent et s'éteignent. La Suisse n'a pas de définition juridique générale des partis politiques. Ceux-ci prennent donc le plus souvent la forme de l'association, acquérant ainsi leur personnalité juridique. Saviez-vous qu'il existe en Suisse entre 80 000 et 100 000 associations ? Le fédéralisme contribue à ce nombre car il n'est pas rare que chaque canton ait la sienne, différente de son homologue voisine. Une bonne moitié d'entre elles sont toutefois des associations sportives.

Pour les partis politiques, la nouvelle **Constitution fédérale de 1999** contient tout de même un article les concernant, ce qui n'était pas le cas dans celle de 1874. L'art. 137 a la teneur suivante : « *Les partis politiques contribuent à former l'opinion et la volonté populaire* ». Il est toutefois admis que cet article n'a qu'une portée déclaratoire. Il n'existe même pas d'obligation pour les partis politiques de se faire enregistrer. Ceux qui le souhaitent peuvent demander à figurer dans un registre public tenu par la Chancellerie fédérale s'ils comptent au moins un député au Conseil national sous le même nom ou qu'ils sont représentés dans au moins trois parlements cantonaux par au moins trois députés par parlement. Cet enregistrement leur permet d'être dispensés de certaines formalités administratives lors des élections fédérales. Comme on le voit, rien n'empêche un parti local d'avoir la moitié de l'âge de son père !

– Réd.

Le réarmement de l'Europe pose question.

Vos contributions variées montrent bien que le sujet vous interpelle ... et qu'il n'est pas forcément simple. Ce forum – comme vous le lirez – accueille des opinions d'un côté comme de l'autre et nous les partageons avec vous dans ce numéro de seize pages. Ce faisant, ces paroles nous ont inspirés :

« *En temps de guerre, il est indispensable qu'un pays ait une excellente armée. Son sens est de limiter la violence abusive et de désarmer ses envahisseurs. Or, au-delà d'une résistance militaire, une nation a besoin d'une résistance spirituelle qui l'aide à se désarmer de ses propres haines et aveuglements* ».

Ces propos de Shafique Keshavjee, pasteur et ancien professeur de théologie, résument bien le thème de ce numéro de L'Essor. Ils montrent que l'armée est indispensable pour assurer la sécurité du pays contre d'éventuels envahisseurs mais que la défense d'une nation ne repose pas que sur la force armée.

L'augmentation des dépenses militaires, en Suisse et dans d'autres pays, peut – comme le souligne le colonel Vautravers dans son article – être considérée comme du rattrapage. Mais cette augmentation ne doit pas se faire en sacrifiant d'autres secteurs, notamment la santé, le social, la coopération au développement, l'instruction et la recherche. Il faut que chaque citoyen, en fonction de ses ressources, participe à l'effort commun.

– RCy

La paix, une épreuve à endurer

En 1957, dans son discours à l'occasion de la remise du prix des aveugles de guerre, répondant au reproche allemand que les Suisses n'auraient jamais eu à subir l'épreuve d'une guerre, l'écrivain suisse alémanique Friedrich Dürrenmatt a dit : « *La paix, il faut en passer l'épreuve, il faut l'éprouver, l'endurer ; d'une manière bien précise, cela est peut-être beaucoup plus difficile que de passer par l'épreuve d'une guerre* » (Centre Dürrenmatt Neuchâtel – Cahier N° 9, 2006, p. 68).

Cette remarque d'il y a près de septante ans vaut la peine d'être méditée à l'heure où l'Europe tout entière est en train de se réarmer massivement, investissant des centaines de milliards d'euros. Et la Suisse, elle aussi, suit ce mouvement, y consacrant plusieurs milliards dans le budget fédéral des années à venir. Certes, c'est « *L'heure des prédateurs* » (cf. le dernier livre de Giuliano Da Empoli qui porte ce titre). Vladimir Poutine envahit l'Ukraine, Donald Trump menace de prendre le Groenland, Netanyahu conquiert la bande de Gaza, les guerres sévissent un peu partout, par envie de dominer, de prendre possession, de faire passer ses intérêts par la force. Dès lors, ne vaut-il pas mieux se prémunir et acquérir les moyens militaires pour se défendre ?

Mais, en s'inspirant de Dürrenmatt, on se demandera tout de même si le fait de se préparer massivement à la guerre n'est pas une solution de facilité. Est-ce bien légitime de ne penser qu'en termes de rapports de force, de ne répondre à une force que par une contre-force, de vouloir imposer ses intérêts contre ceux de l'autre ? La guerre réduit les relations entre les pays, les peuples, à la violence nue. Son principe fondamental, c'est la loi du plus fort.

La paix comporte des défis bien plus difficiles, plus exigeants. À condition, bien sûr, de ne pas la réduire à une vision idyllique, comme le souligne Dürrenmatt dans ce même texte : « *L'enfant dans le berceau, des champs de blé ondoynants*

et, suivant la politique, des sonneries de cloches d'église ou des champs dans le kolkhoze » (idem). La paix, c'est l'effort de sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier, de donner forme à un véritable vivre-ensemble des peuples. Cela fait appel à un souci de la rencontre, de l'écoute réciproque, de la concertation, à mener avec persistance, mais aussi avec inventivité.

Certes, il restera des rapports de force, il ne faut pas se faire d'illusions. Mais ces rapports de force pourront être abordés sous un tout autre signe, celui d'une coopération qui prend en compte les petits, les faibles, met la force au service d'un soutien mutuel.

De ce point de vue, il est hautement condamnable de couper dans le budget de la coopération internationale, de l'aide sociale et de la formation pour alimenter celui de la défense militaire. Une telle manière de fixer les priorités, très répandue en Europe, mais inscrite aussi dans la batterie d'économies mise en place par le Conseil fédéral pour les années à venir, traduit une vision très courte de ce que devrait être un véritable travail en faveur de la paix.

Car, pour construire la paix, nous avons précisément besoin de cela : une intelligence créative, soucieuse d'une cohésion entre les peuples, qui permettra de chercher ensemble une juste reconnaissance des uns et des autres, une répartition équilibrée des biens, une responsabilité partagée en vue de la détermination des grandes options d'un vivre-ensemble.

On parle souvent des « artisans de la paix » : cette expression marque la dimension concrète de ce travail pour la paix, accompli au quotidien dans les échoppes, dans les ateliers. Et c'est peut-être aussi ce que souligne la prière attribuée à Saint François d'Assise : « *Seigneur, fais de moi un instrument de ta paix !* »

Pierre Bühler, Neuchâtel

L'armement provoque les guerres

Depuis la guerre des Six Jours en Israël, qui m'a réveillé de mes rêves d'adolescent, je me suis plongé dans cette problématique.

Les banalités ne sont généralement pas mentionnées, mais elles sont extrêmement importantes : les armes à elles seules ne font ni la guerre ni la paix. Nous sommes quelques milliards d'humains sur la Terre, dont l'un – je ne veux pas mettre de mots sur mon dégoût – siège au Kremlin. Autre sagesse : un architecte seul ne construit pas une maison.

Les événements en Ukraine et autour de l'Ukraine n'ont pas commencé avec l'attaque. Les antécédents sont importants, tout comme les sociétés qui s'y trouvent mêlées. En font partie les États, démocratiques, autocratiques, religieux et peut-être d'autres, mais aussi les multinationales comme l'industrie, l'économie, la religion, la mafia et les banques. Il serait sans doute exagéré de supposer que l'habitant du Kremlin est le patron de tous, même si les médias et la politique lui vouent un culte de la personnalité. La guerre n'est pas l'affaire d'une seule personne. Je ne dis rien de nouveau, mais il faut le dire et le redire, car c'est trop pratique pour détourner l'attention de l'implication personnelle.

Je n'ai jamais oublié comment les médias se réjouissaient de la « victoire » des Israéliens lors de la guerre des Six Jours ; même notre professeur s'enthousiasmait de voir les Arabes fuir lâchement devant les héros d'Israël en laissant leurs chaussures derrière eux (ils étaient en train de prier lors du raid). Nous sommes aujourd'hui un peu plus loin. Voyons où cette « victoire » nous a menés : à un non-sens total ! La guerre ne connaît que ... la victoire de la guerre.

Oui, nous devons – et pouvons – nous défendre. Cela va de soi. Mais c'est qui nous ? La démocratie, d'accord. Elle

est actuellement très menacée, tant outre-atlantique qu'en Europe. Et à qui donnerions-nous les armes si des forces hostiles à la démocratie prenaient le pouvoir ? Historiquement, cela n'aurait rien de nouveau. Il me semble donc que la réflexion mérite d'être menée, notamment dans le sens des multinationales qui, par leurs agissements abusifs et nuisibles à l'environnement, font couler de l'argent dans nos caisses publiques et dans les comptes de nos chers concitoyens qui les soutiennent par leurs comportements. Nous nous trouvons dans une autre guerre mondiale, et beaucoup de ceux qui, comme toujours dans les guerres, sympathisent avec les ennemis déclarés, se trouvent parmi nous.

Nous ne défendons pas seulement nos démocraties mais aussi des oligarques qui s'y sentent à l'aise, comme les princes d'autrefois dans leurs châteaux ; comme autrefois ils exploitent la population rurale, l'artisanat et le commerce et s'octroient des richesses dont la majeure partie de l'humanité ne peut que rêver, car leur mode de vie et le nôtre dépassent les capacités de la Terre à les rendre accessibles à tous.

Il ne suffit pas de s'appuyer sur la démocratie qui devrait être protégée, mais nous devrions la prendre au sérieux : *Demos* signifie peuple, *Kratie*, si vous voulez, c'est le pouvoir, et il est dans les mains du peuple qui se compose de quelques milliards de personnes, pas seulement de quelques millions de terriens bien lotis dans différentes enclaves.

Juste en passant : l'armement génère des bénéfices, mais certainement pas pour ceux qui sont estropiés ou qui périssent à cause de son utilisation. En plus, il fait battre certains cœurs plus fort, car il permet de faire des choses qui ne sont pas possibles à mains nues et en temps normal.

Heinz Salvisberg, Buttes

« *Roulez tambour pour couvrir la frontière* »
chantions-nous innocemment en nos années d'école.

« *Roulez tambour, roulez tambour, chaque enfant naît soldat* »
tels sont les mots d'Henri-Frédéric Amiel, le parolier d'un recueil de chants populaires d'un autre siècle.

Quelle audace de claironner « *chaque enfant naît soldat* » !
Il en aurait fallu des fusils et des cartouches, des chars et des canons !
Et beaucoup d'argent si cela avait été le cas.

Ô mères du monde, pardon d'avoir, sans réfléchir, mis nos voix au service de cela. Pardon de vous avoir imaginées mères de soldats, de guerriers, voués à la barbarie de la belligérance !

Aujourd'hui nous savons que chaque enfant ne naît pas soldat. Tout au plus mettra-t-il, par bonheur, ses forces dans l'exercice de la protection de son voisin, en uniforme ou non. Et, osons le dire, l'argent pour les rendre opérationnels, il en faudra, bien sûr ... même plus que ce que le peuple ne le voudrait.

En nos temps modernes, sachons mesure garder et mettons cet argent pour éduquer la jeunesse à la non-violence, au respect, à la fraternité, à l'accueil, à l'écoute et à la bonté des uns envers les autres.

Est-ce de la naïveté d'espérer l'amabilité à la place des canons ?

Pierrette Kirchner-Zufferey, Monthey

Réarmement ou rattrapage en Europe ?

L'Europe se réarme de manière visible et assumée, après plusieurs décennies de réductions des forces et des budgets de défense. L'éclatement de l'URSS en 1991 et la diminution de la course à l'armement ont pour un certain temps éloigné la perspective d'un conflit conventionnel sur le continent. La chute des budgets s'est accompagnée d'une diminution importante des forces, progressivement professionnalisées car désormais principalement vouées à être engagées loin de leurs frontières, dans des missions de maintien de la paix ou de stabilisation. Cette période des « dividendes de la Paix » au cours des années 1990 a cependant été marquée par une augmentation sensible du nombre de conflits, dans les Balkans, en Afrique et au Moyen-Orient.

Mais le monde « plat » et globalisé de Friedman (*La terre est plate*, Thomas L. Friedman, 2005) a laissé la place au « choc des civilisations » de Huntington (*Le choc des civilisations*, Samuel Huntington, 1996). Les changements brutaux et les rivalités mondiales, la course à l'armement au Moyen-Orient puis en Asie, le développement de capacités industrielles importantes dans les pays émergents, font qu'au milieu des années 2000 l'Europe souffre de trois retards : sur le plan quantitatif, sur le plan des matériels et des technologies, enfin en matière d'intégration et de capacités de projection communes.

Au milieu des années 1990, le président américain Bill Clinton souhaitait réduire ses dépenses et a demandé aux Européens de « partager le fardeau » de leur défense. Il a diminué puis développé un système de rotation des forces américaines, afin de réduire ses coûts. Ses successeurs républicains ont suivi sur cette lancée, exigeant de manière répétée l'augmentation des dépenses européennes, sans effet. Les tensions ont franchi un seuil lorsque le candidat Trump, en 2024, a lancé l'idée que les USA ne défendront pas leurs alliés de l'OTAN s'ils n'honorent pas leur engagement financier. L'arrivée aux affaires de la 2^e administration Trump et la volonté de ce dernier d'obtenir un accord de paix en Ukraine semble-t-il à n'importe quel prix, a marqué les esprits des dirigeants européens. Les États-Unis abandonneront-ils leurs alliés européens et ukrainiens ?

L'idée et le débat sur l'autonomie stratégique de l'Europe renaissent, après avoir échoué dans les années 1960 et après avoir été tranchés dans les années 2000 – au profit de la défense commune au sein de l'OTAN.

Après avoir économisé pendant une génération, il s'agit désormais de reconstituer des forces et des capacités de défense. Mais le contexte n'est pas favorable : de nombreuses capacités de production ont été délocalisées. Et surtout les prix ont pris l'ascenseur : les systèmes d'armes modernes coûtent quatre fois plus que ceux des années 1980. Dans de nombreux cas, les projets de développement ont été interrompus en raison de leur coût élevé et des marchés trop

limités, peu rentables. Enfin, lorsque le réarmement a lieu partout à travers le monde, il va de soi que les délais de production augmentent, autant que les prix.

L'Europe accuse un retard considérable sur les autres acteurs stratégiques : la Chine investit massivement dans ses capacités navales et ses missiles stratégiques depuis les années 2000. La Russie a initié un programme de réformes et de réorganisation de son industrie d'armement en 2007, avec l'objectif d'être prêt à la guerre dix ans plus tard. Au sein de l'Union européenne, le sous-investissement et le morcellement restent problématiques ; malgré les annonces de centaines de milliards débloqués au début de la guerre en Ukraine, l'industrie se méfie du « court-termisme » et des changements d'orientations politiques. À tel point que les programmes de développement militaires en Europe n'ont véritablement débuté qu'en 2023. Malgré cela, en raison du dynamisme et des investissements massifs, il devrait être possible d'atteindre les niveaux de production russes en 2027 déjà. Pour autant que les gouvernements ne changent pas à nouveau leur fusil d'épaule. Et pour autant que la Russie laisse les Européens s'organiser.

Si la plupart des pays européens ont consacré au cours des années 1990 entre 1 et 1,5% de leur PIB à la défense, ils ont promis en 2002 au sein de l'OTAN de porter leurs dépenses à 2%. Depuis la guerre en Ukraine, l'objectif est passé à 3% et il s'agit également d'augmenter sensiblement les effectifs, de l'ordre de 150% d'ici 2030. Le recrutement de centaines de milliers de professionnels n'étant pas un objectif réaliste, plusieurs pays ont réintroduit la conscription ou augmenté leur nombre de réservistes.

On le voit, le « réarmement » européen est avant tout un rattrapage. Mais il est aussi un défi politique majeur car il interroge sur la capacité à combiner les objectifs et adapter les processus décisionnels de l'UE. Il est enfin un défi industriel et doctrinal, nécessitant un réinvestissement industriel et technologique, ainsi qu'une adaptation des structures et des conceptions de défense, de la projection vers la défense territoriale.

Alexandre Vautravers

Au sujet de l'auteur :

- Docteur en Histoire contemporaine et en Sciences économiques ; ancien professeur de Relations internationales et d'Histoire.
- Colonel d'État-major général ; ancien commandant du 51^e contingent de la SWISSCOY et commandant du *Joint Logistics Support Group* (bataillon) de la KFOR ; ancien commandant en second de la brigade mécanisée 1.
- Rédacteur en chef de la Revue militaire suisse (RMS).
- Directeur scientifique du Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM).

Arme et Paix

On ne peut y échapper : nous sommes bien embarqués dans une nouvelle course à l'armement. Principaux arguments présentés pour mobiliser la population : nous avons trop dormi sous le parapluie de l'OTAN, la Russie, ou plus exactement son président et sa cour ont soif de réasseoir leur autorité sur les territoires qui leur ont échappé suite à la chute du Mur de 1989, ou alors veulent s'autonomiser de la mainmise vindicative étasunienne.

Qui n'a pas entendu une fois quelqu'un prétendre « qu'il n'y a rien de tel qu'une bonne guerre pour régler des problèmes ». S'il n'est plus si souvent répété en public, le raisonnement est certainement plus intériorisé qu'on pourrait le souhaiter. Bien des égos psychopathes seraient volontiers partants. Comme nombre d'entreprises concernées, de marchés boursiers ou de petits malins prêts à créer des pénuries pour alimenter leur marché noir. Bref tous ceux qui se sentent bridés par les règles et les lois tentant de pacifier les relations sociales.

Si seulement il était demandé à la population ce qu'elle en pense, on peut, sans grand risque de se tromper, prévoir qu'elle refuserait catégoriquement de se lancer dans une guerre, sachant que trop l'horreur que cela produit. Le seul cas admis est d'y être contraint comme malheureusement c'est trop souvent le cas. Se défendre à tout prix est bien la première des réactions qui vient à l'esprit.

Si globalement les citoyens n'ont aucune envie d'y aller, « comme en 14 », nous sommes bien obligés de nous préparer à diverses éventualités. Une bonne défense du territoire, de son espace numérique et un maximum d'outils de soft power se doivent d'être au niveau des dangers qui guettent toute population qui pourrait subir des agressions par des potentats, des groupes mafieux, des milices qui n'aspirent qu'à des tranches de pouvoir, motivés par le pillage, la soumission de peuples détenteurs de terres et de richesses de toutes sortes.

Pour nous les pacifistes, les démarches médiatrices, la protection des peuples, la solidarité et la collaboration restent nos outils préférés. Mais cela ne doit pas empêcher chaque pays d'organiser, par anticipation, des protections, des résistances, des réserves, des entraînements pour réagir au mieux.

Ce qui pose la question de savoir si le réarmement est vraiment nécessaire. La situation d'aujourd'hui nous oblige, malgré notre maigre enthousiasme, à nous y atteler avec intelligence. Réfléchir à lister tous les dangers potentiels, extérieurs comme intérieurs, sans paranoïa, avec une mise à niveau permanente et une grande vigilance dans les signes annonciateurs. L'exercice demande beaucoup d'énergie, de moyens, de compétences, c'est vrai, mais il peut aussi s'avérer très précieux pour faire face aux catastrophes naturelles et accidentelles.

Beaucoup de domaines sont déjà bien engagés, reste peut-être l'état de notre armée qui mériterait, d'après la presse et les entreprises spécialisées, de se remettre à flot et d'être complétée par des moyens adaptés à la réalité du jour. Il faut reconnaître que la décision de refuser

à l'Allemagne et à d'autres de réexporter les armes qu'ils avaient achetées à la Suisse pour l'Ukraine a été un véritable autogoal, laissant notre industrie d'armement dans une situation périlleuse, la confiance s'étant étiolée. C'est assez typique de ce courant de droite gouvernementale, dogmatique et psychorigide. Aujourd'hui, l'actualité fait grimper tous les prix et notre propre défense ne peut s'ajuster que dans un esprit de coopération avec nos voisins.

La paix n'est pas la seule absence de la guerre. Elle est un état d'esprit, une vertu, une volonté de bienveillance, de confiance et de justice.

– **Baruch Spinoza**

L'Europe reste, à tous égards, notre premier partenaire, même si sa gouvernance n'est pas toujours compatible avec notre propre mode de fonctionnement. Attendons de pouvoir analyser les termes des accords récemment ratifiés et espérons que nos spécificités seront préservées et l'esprit de coopération encouragé.

Ainsi, souhaitons que l'avenir de nos jeunes, premiers engagés sur les fronts militaires, soit préservé et enfin un peu rassurant sur ce point, les dangers écologiques et numériques suffisant largement à leur charge générationnelle.

Edith Samba, Saint-Martin

La paix passe par les armes

La chute du mur de Berlin, portée par les notes du violoncelliste Rostropovitch, inaugurait une ère de paix aussi éternelle qu'universelle. C'est du moins ce que d'aucuns imaginaient et espéraient. L'optimisme était de mise, mais il a anesthésié toute lucidité parmi les dirigeants du monde occidental.

Le naufrage du bloc soviétique avec pour corollaire l'affaiblissement de sa sphère d'influence semblait définitif. L'Europe raccrocha son fusil au porte-manteau et délégua sa protection au parapluie américain. Il n'y a guère que la Grande Bretagne et la France, sur le Vieux Continent, qui ne baissèrent pas la garde et poursuivirent leurs efforts en matière de défense nationale.

L'Union soviétique, ou du moins ce qu'il en restait, n'apparaissait plus comme une menace pour les élites dirigeantes d'une Union européenne qui découvraient avec effroi l'émergence d'un autre ennemi public numéro un avec les attentats au World Trade Center à New York, en septembre 2001 : le terrorisme islamiste. Les démocraties occidentales allaient dès lors investir massivement dans le renseignement et la traque des djihadistes.

Dans ce contexte, les opérations russes en Tchétchénie, en Géorgie, dans le Haut Karabakh, en Transnistrie et en Syrie furent reléguées au second plan des préoccupations même si l'invasion de la Crimée en 2014 aurait dû alerter nos gouvernants sur la survivance au sein de l'appareil d'État russe d'une volonté expansionniste qui ne s'est jamais démentie.

Aveuglement européen

Il a fallu attendre l'agression russe contre l'Ukraine en février 2022 pour que l'Europe se rende enfin compte de l'aveuglement dans lequel les dirigeants russes l'avaient habilement maintenu. Le réveil fut brutal. Le désarmement n'était pas que dans les esprits mais, plus grave, dans notre capacité à nous défendre contre un agresseur s'invitant aux frontières de l'Union européenne. Sonnés par une naïveté confondante, les gouvernements se sont retrouvés devant des casernes désertes, des stocks d'armes aussi inopérants qu'insuffisants et des stratégies de défense surannées.

Seule la France et, dans une moindre mesure, l'Angleterre et la Pologne, disposaient encore d'une infrastructure militaire conséquente. Pas de quoi en tout cas assister efficacement l'Ukraine dans sa légitime campagne de résistance. L'Europe a pris la pleine mesure de sa vulnérabilité et de son impuissance à agir et à réagir face à un conflit de

haute intensité. Les États-Unis ont heureusement appuyé de manière décisive l'effort de guerre des Ukrainiens tout en avertissant notre continent qu'il devrait à l'avenir compter exclusivement sur ses propres forces. Quel défi et quel chantier !

Vers une défense européenne

La perspective du désengagement américain représente une chance pour la constitution à moyen terme d'une Europe de la défense. Nous sommes loin, très loin de cet objectif, mais les pays concernés ont intégré cette exigence et, chacun de son côté – pour l'heure en tout cas – investissent lourdement pour moderniser et muscler leur appareil militaire. Le Vieux Continent doit impérativement développer ses propres usines d'armement dans une démarche coordonnée, ce qui suppose évidemment d'augmenter de manière significative les budgets dédiés. Il n'y a pas d'autre alternative si nous aspirons à garantir notre souveraineté et notre sécurité.

Le Groenland : point chaud

La Russie n'est évidemment pas l'unique péril à prendre en considération dans le monde chaotique actuel. Le droit international est piétiné et bafoué sur toutes les zones de guerre (Palestine, Ukraine, Soudan, ...). Les résolutions de l'ONU restent lettres mortes. Seule la force et la brutalité font loi. Trump, Poutine et Netanyahu, entre autres nuisibles, ne respectent plus aucune convention internationale. Ils sont mus uniquement par leur soif de domination, d'hégémonie et de puissance. Trump n'a-t-il pas déjà déclaré à deux reprises qu'il emploierait la force si nécessaire pour annexer le Groenland ? Ce territoire européen recèle des richesses énergétiques estimées à 90 milliards de baril de pétrole et 44 milliards de barils de gaz sans compter de colossaux gisements en terres rares. Autant dire que ce trésor aiguise les appétits des grandes puissances que sont la Chine, les États-Unis et la Russie avec un risque évident de conflit armé pour se l'approprier.

L'Europe n'a pas le droit de se contenter d'être spectatrice d'un monde de plus en plus dangereux, sans foi ni loi, mais a l'obligation morale de préparer la guerre pour avoir la paix. Le pacifisme demeure un concept généreux mais, en 2025, il se heurte à une réalité qui, hélas, n'en fait plus une arme de nature à asseoir une paix durable. C'est tout simplement notre liberté qui est en jeu.

Alain Prêtre

Les Églises face au réarmement en Europe

En parcourant les textes du Conseil œcuménique des Églises (COE) parus ces dernières années, cette organisation qui rassemble plus de 350 Églises chrétiennes (protestantes, orthodoxes, anglicanes, etc.), on peut voir qu'il adopte une position clairement critique envers le réarmement en Europe et dans le monde. Sa vision s'enracine dans une théologie de la paix, de la justice et de la réconciliation, insistant sur la primauté du dialogue et du désarmement.

Le COE s'appuie sur des textes bibliques comme Ésaïe 2, 4 (*Martelant leurs épées, ils en feront des socs, ...*) ou Matthieu 5, 9 (*Heureux ceux qui font œuvre de paix ...*) pour promouvoir une culture de la non-violence. Il rejette la militarisation comme solution aux conflits, privilégiant la transformation des structures sociales et politiques par la justice.

Il a lancé en 2013 le programme mondial *Pèlerinage de justice et de*

paix, qui encourage les Églises à agir contre les causes profondes des conflits (pauvreté, changement climatique, injustices ethniques) et à construire des sociétés résilientes. Le réarmement y est vu comme un obstacle à ces objectifs.

Le COE est historiquement engagé contre les armes nucléaires. En 2022, il a salué l'entrée en vigueur du *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)* et exhorté les États européens à le ratifier.

D'autre part, le COE dénonce régulièrement les profits de l'industrie de l'armement, qu'il juge immoraux dans un monde marqué par la faim et les inégalités. Il appelle à réorienter les budgets militaires vers la santé, l'éducation et la transition écologique.

Rappelons que le COE a fermement condamné l'agression de la Russie en 2022, soutenant la souveraineté de l'Ukraine. Cependant, il évite de soutenir l'escalade militaire, préférant insister sur la médiation et l'aide humanitaire.

Face à l'augmentation des dépenses militaires en Europe (notamment en Allemagne, Pologne ou France), le COE rappelle que *la sécurité ne se construit pas par les armes*. Il craint une course aux armements alimentant les tensions et détournant des ressources vitales.

Ainsi, le COE promeut des modèles de sécurité collective fondés sur la coopération (via l'OSCE ou l'ONU), le contrôle des armements et le renforcement du droit international.

Du reste, le COE travaille avec des organismes internationaux pour faire entendre une voix religieuse en faveur du désarmement. Il a notamment participé à des consultations sur la réforme du secteur de la sécurité ou la prévention des conflits.

Il s'allie aussi à d'autres traditions religieuses (l'islam, le bouddhisme) pour porter des messages communs de paix, comme lors de la Conférence mondiale des religions pour la paix.

Cela dit, certaines Églises membres du COE (comme des Églises protestantes d'Europe de l'Est) soutiennent un réarmement défensif face à la menace russe, créant des tensions au sein du COE. Des critiques internes soulignent par ailleurs que le COE, en refusant toute légitimation de la force, peine à répondre aux situations d'agression comme en Ukraine. Certains membres appellent à un équilibre entre pacifisme et protection des populations.

De mon point de vue, le COE incarne une voix prophétique dans le débat sur le réarmement, en rappelant que la paix ne peut naître de la peur ou de la militarisation. Son approche globale, qui lie désarmement, justice sociale et écologie, reste une référence pour les mouvements pacifistes comme IFOR – MIR. Mais cette position, dans le contexte géopolitique tendu qui est le nôtre, est parfois perçue comme idéaliste, et révèle le défi de concilier principes éthiques et réalités sécuritaires.

Luc Nirina Ramoni

Estavayer-le-Lac
co-président de IFOR – MIR

La paix n'est pas une destination finale, mais un état d'être, au quotidien. Elle doit s'exprimer dans chaque action et chaque pensée.

C'est pourquoi chacun porte la responsabilité de construire la paix.

Vous devez être le changement que vous désirez voir en ce monde

– Mahatma Gandhi

Source :

www.oikoumene.org/fr

Recherchez les déclarations sur la paix, le désarmement ou la guerre en Ukraine (ex. : communiqués de 2022).

Documents clés :

Pèlerinage de justice et de paix : dossier explicatif.

Éthique du désarmement nucléaire (rapports et prises de position).

Déclaration du COE sur l'Ukraine (2022) : communiqué du COE condamnant l'invasion russe.

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) : engagement du COE en faveur du TIAN.

Non à la préparation de la guerre

Lors de son allocution aux cardinaux le 10 mai dernier, le pape Léon XIV dénonce « *trop de discorde, trop de blessures causées par la haine, la violence, les préjugés, la peur de l'autre, par un paradigme économique qui exploite les ressources de la Terre et marginalise les plus pauvres* ».

Au delà de la reconnaissance pour un pape qui lève sa voix de cette manière, il nous appartient de passer à l'action pour au moins deux choses dans ces temps turbulents :

1 Nous engager par les moyens à notre disposition pour que les ressources de la terre soient mieux protégées. Cela concerne notre vie et nos droit politiques.

2 Lever nos voix pour protester contre les machinations de l'Union Européenne qui veut pousser à outrance l'armement et se préparer à la guerre, au détriment des urgences climatiques, sociales, de santé et d'éducation.

Les deux choses sont évidemment liées : le militarisme est extrêmement polluant. Sous prétexte d'urgence sécuritaire, tout est permis ou presque. Sans parler de guerre, qui non seulement détruit et tue mais laisse des dégâts à très long terme sinon pour toujours. L'horreur de la guerre au 21^e siècle est devant nos yeux en Ukraine et au Proche Orient, et que font les pays Européens : s'armer davantage.

Les milieux militaires en Europe laissent entendre que d'ici 2029, il pourrait y avoir une guerre plus large en Europe. La question qui s'impose alors : n'est-ce pas en la préparant que l'on rend la guerre plus probable ?

Le drame est que le discours devenu courant se focalise sur l'aspect militaire qui aura comme conséquence que tout soit sacrifié pour rendre la démarche militaire maximale possible. Car en termes militaires, tout ce qui n'est pas maximal reste insuffisant.

Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'une attitude mentale, spirituelle et sociale contre les totalitarismes qui menacent et qui se sont déjà installés là où nous pensions jadis trouver les sources de notre sécurité (encore militaire) ?

L'histoire le montre : le totalitarisme et l'autoritarisme violent la dignité humaine et la nature et augmentent la probabilité de guerre. Les urgences et besoins par rapport au climat, à la santé, à l'éducation et à la pauvreté sont scientifiquement documentés, tandis que la volonté et surtout la capacité du régime russe de nous attaquer reste un sujet de spéculation. Pour se rendre compte en détail, on peut lire les écrits de Pierre-Alain Fridez, John Paul Lederach, Wolfgang Palaver, Andreas Zumach, Emmanuel Todd, Jeffrey Sachs, Othmar Steinbicker, et j'en passe.

Mis à part les chiffres inimaginables (800 milliards en plus des dépenses records de 2023 qui ont déjà augmenté de 10% en 2024), c'est le discours belliqueux qui est hallucinant : on nous dit qu'il nous faut impérativement et drastiquement se préparer à une guerre. C'est supposer qu'en préparant la guerre – au détriment de tout autre chose qui non seulement nous importe, mais qui est impérative, on pourra l'éviter ou la gagner. Franchement, c'est hallucinant !

La doctrine selon laquelle ceux qui veulent la paix devraient préparer la guerre est aussi courante que loin d'être prouvée. Ce qui est certain, c'est que sa pratique s'est avérée extrêmement destructive dans le passé.

Il y a ceux qui vont dire que c'était grâce à l'armement et le fameux équilibre de la terreur pendant la guerre froide que la paix avait été maintenue. Ce n'est qu'une demi-vérité. Car l'absence de guerre ne signifie pas automatiquement la paix. Combien de guerres en Afrique, en Asie et au Proche-Orient dues à la guerre froide, où l'on pouvait tester en vrai les armes sous prétexte de maintenir son camp ?

Certes, l'Europe occidentale vivait dans un confort croissant, partiellement fondé sur les injustices coloniales et les exploitations post-coloniales. Mais le projet de paix qu'avait construit l'Europe – et pour lequel elle a obtenu le Prix Nobel de la Paix - ne tenait pas grâce à l'armement. Pendant la guerre dite froide, la catastrophe nucléaire avait été évitée de justesse lors de la crise de Cuba. La logique belliqueuse avait conduit à cet échec et mat.

C'est grâce au courage civil de John Fitzgerald Kennedy et à la clairvoyance de Nikita Khrouchtchev que l'extinction de l'humanité était évitée. Nikita aurait dit à son homologue américain : Il ne faut qu'un ou deux fous pour déclencher une guerre, mais il faudra des millions pour l'arrêter. Selon les enquêtes d'un chercheur canadien pendant plus de 20 ans, Kennedy a payé de sa vie son courage de sortir de la logique militaire fatale.

La dissuasion étant une doctrine dans l'intérêt du complexe militaro-industriel, elle est davantage de la propagande et un mythe, car l'évidence n'est pas au rendez-vous. Par contre, il y a un monde plein d'évidence de la fatalité, du mépris des droits humains, des principes démocratiques, ainsi que de l'injustice que cette doctrine néfaste laisse derrière elle. Évidemment, à part remplir les poches des industriels de l'armement, de ses courtiers et d'autres politiciens corrompus, elle sert une idéologie qui ne cherche que la domination et le profit.

Cela fait maintenant plus d'une génération que nous savons par expérience et – depuis une dizaine d'années – par la science, que face aux conflits, ce ne sont ni les armes ni la guerre dont on a besoin. Bien au contraire. Cela dit, le fait que lorsqu'une mention est faite aux nouvelles ou ailleurs d'une guerre, on entend très souvent parler de **conflit**. Or une guerre ce n'est plus un conflit. L'équation conflit = guerre est aussi fatale que l'idée qu'un conflit conduise automatiquement à la violence.

La réalité est tout ailleurs : c'est que nos vies sont parsemées de conflits qui sont loin d'être violents. La plupart de nos conflits sont réglés de manière absolument non-violente. Plus notre approche d'un conflit est décomplexée, plus il y a de chance que le conflit se transforme et transforme des réalités malheureuses et des mécanismes habituels destructifs. Il faut donc réhabiliter le conflit, et il faut dénoncer la violence.

» John Paul Lederach, pionnier de la transformation du conflit, dit qu'un beau jour, il a réalisé que la notion de la résolution de conflit tend à renfermer les esprits sur la nécessité d'une résolution. Comme un conflit n'est pas une affaire statique mais est en mouvement constant, comme le sont aussi ses protagonistes, une résolution risque d'être un court-circuit si elle n'est pas imposée de l'extérieur.

Alors que de solution il n'y en a peut-être pas, en tous cas pas facilement. Il importe donc à savoir : quelles sont les visions ou les options pour défaire les mécanismes destructifs autour du conflit ? Quelles sont les aspirations de part et d'autre, à court terme et à long terme ? C'est embarquer dans un processus ensemble, qui prendra du temps et surtout de l'imagination. Lorsqu'il y a conflit, penser qu'il faut au plus vite trouver une résolution est, dans la plupart des cas contre-productif. Au point où, lors de l'escalade, l'origine du conflit se perd de vue.

Il existe un schéma scientifique sur l'escalade du conflit, proposé par le psychologue autrichien et membre du mouvement de réconciliation Friedrich Glasl : les trois possibilités principales de la fin du conflit sont **1) gagnant-gagnant;** **2) gagnant-perdant** et **3) perdant-perdant**. Si chacune des solutions connaît quelques étapes intermédiaires, la dernière variante où il n'y a que des perdants finit dans l'annihila-

tion totale. Dans cette situation, qui s'intéresse à savoir qui a commencé ? S'il est vrai qu'il nous faut lutter contre l'impunité, l'argument de qui a commencé et à qui la faute n'est pas seulement enfantin, il peut s'avérer fatal.

Conclusions :

1. Si l'Europe s'engage de manière à convertir son économie en une économie de guerre au détriment des autres besoins vitaux, nous nous trouverons tous au résultat perdant-perdant.

2. Il ne faut pas confondre la guerre avec un conflit. Ce sont deux choses très différentes et l'humanité paye cher cette confusion. Il a été répété de maintes fois : une guerre mondiale au 21^e siècle ne sera pas gagnable. Cela dit, un conflit peut se transformer. La guerre, c'est la destruction la plus totale, comme l'a clairement vu Clausewitz, mais un conflit invite au changement. Le transformer ne se fera jamais par l'armement.

3. Nous devons réfléchir à la manière d'organiser la résistance contre la folie de l'armement. Cela ne se fait pas tout seul et la résistance civile non-violente est exigeante en nombre et en discipline. Mais elle jouit d'un grand potentiel.

Hansuli Gerber, Villeret

Plaidoyer pour STOPREARM

10

Il m'arrive le soir de regarder à la TV l'émission de Darius Rochebin sur la guerre en Ukraine. Il rassemble des militaires et des journalistes pour débattre de la possible résistance armée à la Russie. Le but de cette résistance est de persuader Poutine de renoncer à envahir l'Europe. Il s'agit donc de renforcer les capacités militaires des pays de l'Union Européenne par des investissements massifs pour compenser l'abandon du soutien américain et pour livrer davantage de missiles à l'Ukraine. Même si Poutine n'avait pas l'intention d'envahir l'Europe il ne peut que nourrir davantage d'hostilité à ces pays qui le menacent ouvertement car leur défense est comprise comme de l'hostilité.

Ces militaires et journalistes sont certainement très intelligents pour envisager le pire. Ils se situent dans un rapport de force qui leur permettrait d'éviter une capitulation d'abord de l'Ukraine puis de leur propre pays. Il s'agit davantage de dissuader l'adversaire que de le confronter sur place. Ce raisonnement, aussi intelligent soit-il, ne dissuade en rien l'adversaire mais provoque une escalade de moyens de destruction toujours plus élaborés sans envisager l'ultime nucléaire.

Est-ce bien raisonnable ? Autant de dépenses, autant de blessés et de morts parmi les soldats et parmi les civils victimes des bombardements. Certes l'adversaire n'est pas facile et tient le même raisonnement du rapport de force militaire. Il est donc illusoire de vouloir le vaincre sur ce terrain de la force armée car il attend la capitulation et sa victoire.

Pourquoi ne pas envisager un autre type de relation basée sur l'intelligence émotionnelle qui consiste à comprendre et à refléter les sentiments et les besoins des personnes en conflit. Poutine se sent trahi par l'OTAN qui menace son pays et par l'Ukraine qui cherche à rejoindre l'OTAN. Il aimerait re-

constituer la Grande Russie en englobant l'Ukraine à sa frontière. L'Europe est effrayée et tient au respect des frontières reconnues par l'ONU. Reconnaître les sentiments et besoins entre adversaires ne veut pas dire qu'ils seront satisfaits mais ils sont le début d'une compréhension mutuelle en vue d'un compromis ou tout au plus d'un consentement mutuel par empathie réciproque plutôt que par destruction réciproque. La négociation peut commencer avec succès.

Une fois les militaires écartés, les civils auront toute possibilité de se faire entendre autant en Ukraine qu'en Russie pour résister de façon non-violente et exiger la démocratie. Il y a plusieurs exemples dans l'histoire de résistance civile pour la libération de leur pays. Déjà Gandhi a libéré les Indes de la domination britannique en organisant des manifestations de masse de citoyens. Les citoyens de la RDA ont fait tomber le mur de Berlin sans un coup de fusil. Pendant l'occupation soviétique les Tchèques et les Lituaniens se sont débarrassés de la tutelle de l'occupant militaire par des actes de non-violence.

En 2022, à l'occasion de l'invasion russe en Ukraine, une résistance civile s'est manifestée dans les villes du pays jusqu'à ce que l'armée ukrainienne prenne le relais avec les conséquences qui en découlent encore aujourd'hui. Privilégions donc plutôt l'option de défense civile non-violente qui sera plus dissuasive pour un adversaire éventuel que les armes atomiques, dont l'utilisation reste problématique même pour ceux qui la possèdent.

Michel MONOD, Genève

membre du MIR et du Groupe Suisse Sans Armée

Construisons la Paix au lieu de nous réarmer

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dès les premières défaites nazies, les pays alliés se sont réunis dans l'intention de construire une paix durable entre les nations en créant l'Organisation des Nations Unies (ONU). Depuis la fin de la guerre mondiale, malgré mille tensions et divergences, elle a pu néanmoins mettre fin à de nombreuses guerres. Même si l'ONU n'a pas pu les prévenir toutes, même si elle a échoué à arrêter les conflits israélo-palestiniens malgré ses innombrables résolutions non suivies, elle a toujours su maintenir sa volonté d'en finir avec les guerres en cherchant d'abord à construire une Paix durable, non pas en préparant la guerre mais en réunissant les peuples autour des tables de négociation.

Malheureusement, il aura suffi d'un autocrate belliqueux et d'un président qui, avec sa manière forte, nourrit les guerres pour que la panique s'installe, réveille nos vieux réflexes guerriers et donne les prétextes pour se réarmer. Jouant sur le besoin de sécurité, les États trouvent le moyen de financer ce réarmement par l'augmentation de la dette au détriment du social, du vivre-ensemble, de la construction d'une société humaine. Sans compter que la fabrication d'armes, bien que génératrice d'emplois, appauvrit les pays. Aujourd'hui, nos dirigeants veulent « réarmer » l'Europe alors que les caisses sont vides, la dette globale européenne s'élève à des milliers de milliards d'euros, détenue pour moitié par des fonds financiers étrangers.

La Suisse, elle, se vante de ses valeurs humanitaires mais elle sape cette réputation avec sa politique intérieure et extérieure de compromission et de soumission aux plus forts en invoquant la neutralité. Que ce soit en injectant des milliards dans une armée qui ne maîtrise même pas ses problèmes internes ou en suivant comme un mouton les tendances du moment, il reste que ce réarmement ne peut être accompli qu'au détriment du pays.

Le fond du problème se situe dans le psychisme de chaque être humain qui n'est pas encore sorti de l'âge des cavernes et de ses réflexes agressifs et primitifs d'autodéfense réactive. On est toujours convaincu que la force de l'arme serait la seule façon d'agir face aux menaces guerrières des autres. Mais cette conviction provient d'abord d'une peur atavique fondamentale où l'autre est toujours ressenti comme une menace car investi de tout ce que nous refusons de voir et d'accepter en soi. La nature humaine a été tellement manipulée qu'elle n'a plus la capacité de se protéger d'elle-même, l'homme étant dans un état d'autodestruction inconsciente, héritage de notre passé primitif. Le recours aux

armes n'est qu'un aveu de faiblesse et nous devons d'abord réaliser l'humain en nous et tendre vers la résolution des conflits par la non-violence, la médiation et la pacification de notre agressivité ancestrale.

Les revendications en matière de politique de paix sont actuellement mises à mal. Étant pris dans les rets structurels de la société dans laquelle nous devons vivre qui n'a pas été instaurée par nous les citoyens mais par des élites politiques agissant pour leurs seuls intérêts, nous avons peine à nous défaire de notre croyance en la force des armes. C'est justement pour cette raison qu'un engagement pour un monde plus pacifique et plus juste est très important en ces jours de bruit de bottes.

Si vraiment nous voulons la paix, nous devons d'abord démonter la logique qui a mené à la société actuelle puis encourager le peuple à se prendre en main et œuvrer pour construire une paix basée sur des principes tels que la coopération au lieu de la compétition, l'empathie au lieu de la haine, la collaboration au lieu de la concurrence, la solidarité au lieu de luttes intestines pour le pouvoir, l'ouverture d'esprit au lieu de jugements sommaires, l'entraide au lieu de la guerre, la construction de la paix au lieu du réarmement.

Toutes ces valeurs qui de nos jours sont en train de tomber en disgrâce à cause des menées liberticides et guerrières de nos dirigeants, obnubilés par la poursuite du pouvoir. Heureusement que l'exemple du Costa Rica – sans armée, les mouvements actifs pour la paix et les populations qui se réveillent, nous apportent de quoi être positifs.

En conclusion, nous devons nous réconcilier avec notre nature humaine et voir les autres comme des co-construteurs d'une société viable, vivable et humaine. Il faudrait introduire dans notre Constitution le principe du travail pour la paix, la solidarité et la justice où la neutralité serait son instrument. Il nous faut protester contre les violations des droits humains, les crimes de guerre, la réduction de l'aide au développement et nous débarrasser de l'industrie d'armement qui trahit l'engagement pour la paix.

L'article 54 de la Constitution suisse, intitulé Affaires étrangères, pourrait héberger une neutralité bien comprise. Il prescrit de « promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles ». On pourrait y glisser une phrase telle que : « Pour remplir ces objectifs, la Suisse s'engage pour une politique de paix fondée sur l'instrument de la neutralité ».

Georges Tafelmacher, Pully

Bien plus que le
bruit des bottes, je
crains le silence
des pantoufles.

– Thierry Van Humbeek

Une guerre utile aux États-Unis

Quelques données de base : nous devons prendre conscience que, depuis 1945, nous sommes dans le giron économique, politique et surtout culturel des États-Unis d'Amérique, un peu comme les pays de l'Est de l'Europe étaient dans le giron de Moscou jusqu'à la chute de l'URSS. Pour mesurer sommairement cette dépendance culturelle, on peut se contenter de compter les morceaux de musiques qui passent en anglais à la radio romande, environ 85%, et leur nombre en français ou dans d'autres langues. C'est très significatif.

L'important déficit de la défense militaire de l'Europe, dénoncé par Trump, a été voulu par les présidents successifs qui, depuis la Maison blanche, faisaient en sorte que l'Europe reste sous leur suzeraineté. Johnson et d'autres donnaient des ordres aux universités américaines pour que certaines connaissances ne soient pas transmises en France. Il ne fallait pas que ce pays « ami » soit en mesure de créer une bombe H. Autre pays ami, l'Allemagne : « on » a surveillé les conversations téléphoniques de la Chancellerie et on a fait sauter les pipelines qui approvisionnaient ce pays en gaz russe.

Il est extrêmement facile de présenter Poutine comme un dictateur sanguinaire. La démocratie russe, le contrôle de la presse, la prolongation de règne du président, certains meurtres de journalistes critiques sont autant de signaux qui justifient les tonnerres de haine déversés à son encontre en Occident. (N'oublions pas, en passant, les centaines de journalistes tués à Gaza par Tsahal mais avec de la munition américaine.) Il faut aussi prendre en compte le refus du président russe d'entrer en négociation de paix tant que Zelenski n'aura pas organisé des élections générales susceptibles de le destituer. Ou encore les bombardements incessants et cruels sur les villes d'Ukraine.

Cependant, ce que notre presse a toujours camouflé, ce sont toutes les démarches que ce même Poutine a faites lors de sa prise de pouvoir pour s'approcher de l'Occident, capitaliste comme lui. Il a formellement demandé de participer à la construction de l'Europe et même d'entrer à l'OTAN. Toute l'Europe de Charles de Gaulle, celle de la Méditerranée à l'Oural associée, quelle puissance cela aurait représenté ! Le gouvernement américain s'y est opposé avec la plus grande énergie. Poutine a aidé les Américains lorsque ces derniers guerroyaient en Afghanistan en permettant à du matériel militaire US de traverser la Russie alors que les Américains avaient armé Ben Laden pour chasser les Russes de ce pays. Ces « anciennes » bonnes dispositions ne sont jamais rappelées dans nos pays démocratiques. Ce que nos bons peuples doivent enregistrer, c'est que Poutine est fou et qu'il veut envahir l'Europe. Cette manière de penser est tellement utile aux marchands d'armes et d'avions de combats ... américains.

Une toute petite réflexion s'impose. La démographie de la Russie de 140 millions d'habitants est à la peine. Les milliers de morts sur le front ukrainien n'arrangent rien. Son armée n'arrive même pas à progresser dans un pays dont une bonne partie des habitants parlent le russe. Et il devrait attaquer l'OTAN de 700 millions d'habitants, bien plus solide économiquement et militairement ? Qui peut encore croire nos va-t'en guerre et nos marchands de canons ? Mais c'est la thèse officielle et si vous n'en êtes pas conscients, allez écouter Darius Rochebin sur LCI. Voilà trois ans qu'il le répète en boucle, tous les soirs.

Les États-Unis ne supportent pas de ne pas contrôler ces importantes parties du monde qui sont sous l'influence de Moscou ou de Pékin. S'ils finissent par ne pas pouvoir installer des missiles sous le nez du Kremlin en Ukraine (c'est la raison de cette terrible guerre), ils viennent de réussir l'opération en Finlande et en Suède. Ils disposent de 128 (cent vingt-huit) bases militaires à travers le monde, dans tous les pays ou presque. La plus grande est en Corée du Sud : Camp Humphrey, aux portes de Pékin.

Et les États-Unis ne contrôlent pas le monde seulement par leur armée mais aussi par internet, par le dollar, par leurs investissements industriels et par l'universalité du droit américain. Leur influence s'exerce par et sur la presse, car les milliardaires qui la contrôlent, même s'ils sont de chez nous, ont des intérêts communs avec eux. Ainsi, la manière de penser du monde libre leur appartient.

Nous nous sommes étonnés que l'armée ukrainienne ait si bien résisté aux assauts de l'armée de Poutine quand celui-ci a voulu prendre le contrôle de ce pays. Or, nous l'avons appris de Joe Biden juste avant qu'il quitte le bureau ovale : il avait considérablement équipé l'armée de Zelenski deux ans avant l'invasion russe car il savait que l'exigence de sa « marionnette » d'entrer dans l'OTAN provoquerait la guerre. J'aime à rajouter ces propos du colonel Clark dans le New-York Times : « C'est à Washington que se décidera la fin de la guerre d'Ukraine. Pas à Moscou, ni à Kiev. Si cela est nécessaire, nous la conduirons jusqu'à la mort du dernier Ukrainien ». Plus de cynisme, on ne peut pas.

Le Conseiller national Pierre-Alain Fridez, médecin jurassien, membre de la commission militaire du CN, a écrit « *Sécurité et défense de la Suisse* ». Je recommande cette lecture à tous ceux qui portent ce souci de notre défense nationale et qui hésitent à applaudir les milliards que les Suisses et les Européens envisagent de dépenser bientôt pour cette mauvaise cause.

Être pacifiste en temps de guerre : difficile, mais essentiel

En février 2022, tout a basculé. Comme partout ailleurs, le monde politique suisse a utilisé l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour développer une rhétorique guerrière et mettre en œuvre un programme de réarmement massif: le budget de l'armée a été augmenté de presque 40%, passant de 21 à 29 milliards de francs pour les années 2025 à 2028.

Afin de financer cette augmentation massive et respecter le sacro-saint frein à l'endettement, il faudra couper ailleurs. Le Conseil fédéral a donc commandé le rapport Gaillard¹. Objectif : économiser 2,7 milliards de francs en 2027, 3,6 milliards dès 2028. À part la défense, tous les domaines devront se serrer la ceinture: la formation, la recherche, les transports publics, l'agriculture, l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique, les rentes vieillesse, la coopération au développement. C'est le modèle économique, écologique et social de la Suisse qui est menacé.

La Suisse n'est pas menacée

Surtout que rien ne l'exige : la Suisse a les moyens et elle n'est pas menacée. En octobre 2022, six mois après l'invasion de l'Ukraine, le Conseil fédéral a transmis au parlement un complément à son Rapport sur la politique de sécurité, publié en 2021, incluant les nouvelles menaces issues du conflit². Le constat est lapidaire : « Grâce à sa situation géographique, la Suisse est moins exposée et une agression armée directe de la Russie contre la Suisse, notamment avec des troupes au sol, est improbable, même dans un avenir proche ». Le rapport rappelle que les menaces sont encore et toujours ailleurs : cyberattaques, terrorisme, criminalité organisée, désinformation, affaiblissement de la démocratie, pauvreté, conséquences du réchauffement climatique. Mais la majorité du parlement s'en tape. Afin d'acheter des lance-mines dépassés, des avions de combat inutiles, ou rénover nos vieux chars de la guerre froide, mes collègues sont prêts à affaiblir notre sécurité et celle des générations futures.

Pire, la rhétorique guerrière fait perdre tout sens de la mesure au parlement. Utilisant le prétexte du risque hypothétique d'une guerre, mes collègues sont prêts à tout : supprimer le service civil, renoncer à interdire les armes nucléaires, déréguler les exportations de matériel de guerre, rejoindre l'OTAN.

Mais est-ce vraiment le rôle de la Suisse, aujourd'hui dans le monde ?

La Suisse est neutre. Elle ne l'a pas choisi. Sa neutralité lui a été imposée en 1815 par le Congrès de Vienne. Elle en a cependant largement profité. Elle a été épargnée par les deux guerres mondiales, tout en commerçant avec toutes les parties. Depuis la fin de la guerre froide, notre pays a abandonné sa neutralité stricte au profit d'une neutralité plus en phase avec notre temps. Depuis la charte des Nations Unies, conclue en 1945, la guerre est interdite³ et la Suisse a l'obligation de coopérer pour mettre fin à toutes les situations où le droit international est gravement violé, comme en Ukraine. Cette coopération passe par l'aide humanitaire, par l'application stricte des sanctions internationales et par le soutien à toutes les initiatives qui visent à mettre fin à l'agression, rétablir l'Ukraine dans ses frontières et punir les auteurs de violations du droit international humanitaire. Cet engagement est encore renforcé par le rôle particulier de la Suisse, depositrice depuis 1949 des Conventions de Genève.

Pacification par la démocratie

Ce n'est pas en se réarmant que la Suisse encourage la paix ou assure sa sécurité. D'ailleurs, personne ne le lui demande. Comme entre les deux guerres mondiales, la montée des nationalismes va de pair avec le développement des armées partout dans le monde. Alors que pendant des décennies, le multilatéralisme et le développement des agences onusiennes ont permis d'améliorer la sécurité économique, sociale et écologique de millions de personnes, la dynamique actuelle va précisément dans l'autre sens. On n'oublierait presque que la pacification de l'Europe a passé par la démocratie et la coopération et que la Suisse a largement profité de ce mouvement.

La Suisse était fière de sa tradition humanitaire, mais elle a récemment trop souvent détourné le regard pour des raisons économiques ou électoralistes. Notre pays contribuerait plus durablement à sa sécurité s'il s'engageait totalement et courageusement pour le respect du droit international humanitaire, des droits de l'Homme et de la démocratie, s'il mettait toute son énergie dans la résolution diplomatique des conflits. C'est ça l'essence de la neutralité moderne.

Fabien Fivaz

Conseiller aux États

Ancien membre de la

Commission de politique de sécurité

du Conseil national

1 Réexamen des tâches et des subventions : [news.admin.ch/fr/nsb?id=102357](https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=102357)

2 cf. [fedlex.admin.ch/eli/fga/2022/2357/fr](https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2022/2357/fr)

3 Au niveau international, la neutralité est toujours régie par la Convention de La Haye, conclue en 1907. À l'époque, la guerre était autorisée.

Coup de patte

Allégeance et soumission!

Mon cœur balance... entre ceux qui prônent le dialogue et ceux qui demandent le boycott. Bien que, comme le vieil *anar-réac* que j'admets être parfois, j'incline du côté du boycott, je me dis que les « diplomates » qui veulent parler à Trump n'ont peut-être pas tout à fait tort. Mais quand même, la précipitation pour ne pas dire l'empressement de nos gouvernants à courtiser l'administration Trump fait remonter à la surface de douloureux souvenirs datant des années 30 et 40 du XX^e siècle où, sous prétexte de neutralité, le Conseil fédéral a dangereusement « parlé » avec le Troisième Reich.

L'histoire est impitoyable, même s'il faut se garder de comparer des situations fort différentes, je ne peux m'empêcher de constater que la commande « forcée » de F35 américains, – qui n'a d'ailleurs pas été passée sous l'administration Trump (15/9/2022) mais bien lors de la présidence Biden (36 chasseurs livrables entre 2027 et 2030 au prix de plus de 167 millions pièce. Pour situer les choses, disons que pour deux F35, vous pouvez vous offrir un gros porteur long courrier Airbus A 350) – fait écho à la commande passée en 1939 de 89 appareils... Messerschmitt ME109. Restons objectifs, en 1940, la Suisse a également commandé 74 avions Morane-Saulnier. De là à penser qu'Hitler n'a pas attaqué la Suisse parce que l'on n'attaque pas un bon client, qui plus est une bonne banque, il n'y a qu'un pas... que je ne saurais franchir, mais j'ai des doutes.

Et de là à dire que notre gouvernement, version 2025, met ses pas dans ceux de celui de 1939, là encore je ne saurais l'affirmer, mais j'ai des doutes. On nous chante l'air des gros et gras investissements helvétiques dans l'économie américaine, on nous compose la musique de la délocalisation de la production *in America*, on nous clame que nous ne sommes pas Européens et on glorifie notre indépendance, *et patati et patata*. Pendant ce temps, notre ministre des affaires étrangères reste coi. Il fut pourtant prompt à obéir aux injonctions américaines sous Trump, saison 1, en interdisant, par exemple, aux banques suisses de traiter avec Cuba!

Neutralité suisse à géométrie variable, suivant les intérêts de notre mastodonte bancaire, la *too big to fail* UBS. Dans de telles conditions, les diplomates cèdent la place aux « commerciaux » qui n'hésitent guère à faire allégeance au triste sire de Mar-a-Lago. Il se peut que le silence et la tranquillité eussent raison dans cette affaire. Cependant, aller quémander quelques faveurs ou rabais sur des « tarifs » auxquels Trump a lui-même renoncé quelques heures après les avoir annoncés *urbi et orbi* frise le ridicule, le grotesque, pour ne pas dire l'indignité.

Faire guili-guili à un potentat n'a jamais produit l'effet attendu. Bien au contraire, ça n'entraîne que mépris. Le fameux et calamiteux « *Point d'argent, point de Suisse* », nous colle aux basques depuis... 1522. Fallait-il vraiment en rappeler l'adage au monde? Vous, je ne sais pas, mais moi, ça me gêne aux entournures.

(Écrit le 25 avril 2025) Marc Gabriel

Coup de griffe

1, 2, 3, poubelle!

Après l'obsolescence programmée, voici venu le temps des achats forcés. Par qui, me direz-vous? Par l'avancée technologique, pardi! Tout a commencé par la sortie des CD laser. Afin d'aboutir à un succès commercial, on nous disait que le son était plus pur. Adieu, disques vinyles de ma jeunesse! Comme toutes les personnes possédant une chaîne hi-fi pourtant de qualité, je l'ai troquée contre un lecteur de CD. J'ai envoyé ma chaîne à la poubelle. A présent que nous nous en sommes tous débarrassés, le vinyle revient à la mode. Bonjour la tonne de déchets!

Il y a eu du nouveau aussi au niveau des cuisinières. Les plaques à induction seraient, paraît-il, plus rapides, avec un réglage fin au niveau de la température, et elles seraient en outre plus esthétiques. Ceux qui ont troqué leur vieille cuisinière électrique ont dû faire les frais d'une nouvelle batterie de cuisine. C'est ainsi que j'ai hérité d'un lot de poêles et autres casseroles en cuivre sans avoir à attendre le décès de ma tante.

Puis, il y a eu les changements des compteurs électriques intelligents ainsi que les compteurs d'eau pas plus bêtes que les précédents qui sont partis pour faire grossir ma poubelle.

Le dernier né est la radio DAB. Depuis sa mise en service dans notre pays, plus moyen de savoir ce qui s'y passe, en désespoir de cause, j'écoute d'autres radios, des françaises en l'occurrence. Cette fois-ci, je tiens bon, je ne vais tout de même pas jeter mes 3 radios! Hors de question!

Et l'histoire n'est pas finie, d'ici la fin de l'année, je serai obligée de m'acheter un nouveau téléphone étant donné qu'il fonctionne en 3G et que les fournisseurs d'accès ont décidé de cesser d'envoyer le signal. Dorénavant, ce dernier sera uniquement en 4 ou 5G. Pourtant, mon téléphone fonctionne à merveille. Je vais donc être obligée d'en changer et je passe sous silence le prix de mon nouveau bingophone! Je me demande par ailleurs, combien de téléphones vont finir à la poubelle.

La venue de l'IA sur le marché nécessite la construction ou l'agrandissement des Data Centers existants qui sont très énergivores. Selon l'Agence internationale de l'énergie, ils consomment près de 3% de la consommation électrique dans le monde. Un Data Center de 10'000 m² « grille » par an autant qu'une ville de 50'000 habitants! Parlez-moi d'écologie, je vous en prie. Rappelez-moi ce que ce mot veut dire...

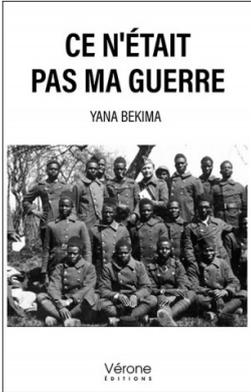
Quand je pense que toutes les installations téléphoniques de la 3^e génération et autres antennes devenues obsolètes vont finir à la poubelle, tout cela pour passer à la 5G. Au fait, je n'entends pas les écolos hurler au scandale. Il est vrai qu'ils sont trop occupés à jouer, ou à dialoguer avec un robot. Pas n'importe lequel, une intelligence artificielle tout de même!

(Écrit le 1^{er} mai 2025) Emilie Salamin-Amar

CE N'ÉTAIT PAS MA GUERRE

Yana Bekima, Éditions Vérone, 2024

Toutes ces guerres qui ont cours sur notre petite planète entraînent leurs lots de morts et de destructions. Outre les morts, des militaires comme des civils sont blessés et en gardent des séquelles à vie.



De toute façon, aucune guerre ne laisse indemne ; les traumatismes subis sont physiques ou psychiques. Ces blessés ou leurs proches tirent-ils le moindre réconfort d'avoir – au moins – défendu « leur patrie » ? Possible ... mais imaginez-vous être entraîné dans une guerre qui ne vous concerne nullement ! Une guerre qui ne menace même pas vos proches ni votre territoire ... juste le pays lointain de vos « maîtres », là-bas, en Europe. C'est pourtant ce qu'ont vécu tous nos frères humains vivant dans ces contrées que l'on appelait alors nos « colonies », qu'elles soient d'Afrique ou d'ailleurs.

Cet opus nous plonge donc dans l'épopée de l'un d'entre eux : Pém-Njéé Bismarck, vétéran en 1945 de la 2^e DB et héros malgré lui. Avant l'après-guerre, il y eut d'abord « l'âpre guerre ». Puis, de retour au pays, l'amour et la lutte pour l'indépendance africaine s'entremêlent. Mais la guerre n'est jamais loin, dans ce roman tissé de passion et d'engagement, qui est une ode à l'amour et à la liberté. Son auteur – Yana Bekima – est un écrivain et romancier d'origine camerounaise vivant en Suisse. Nous l'avons rencontré.

— MBe

SOUS TES YEUX LES POCHEES SONT DES BASSINES

Dejan Gacond, Éditions Label Rapace, 2025

Rien ne laisse présager, en lisant le titre de cet ouvrage, qu'il s'agit d'un hommage à **Markus Jura Suisse**, ce vagabond bien connu à La Chaux-de-Fonds et au-delà, jusqu'à sa mort en 2021. La célèbre signature de Markus orne la couverture du livre qui lui est consacré, donc pour ceux qui ont côtoyé le personnage, ils comprennent bien de qui on parle. On peut encore trouver actuellement cette signature à beaucoup d'endroits de la ville. C'était la spécialité de « notre » vagabond de laisser sa trace là où il passait.

Au dos du livre, l'éditeur décrit ainsi l'ouvrage et résume très bien ce que nous trouverons à l'intérieur du bouquin : « *Influencée par la contre-culture et bien ancrée dans le réel, la plume généreuse et pleine de tendresse de Dejan Gacond nous transporte dans un monde en marge, à travers le portrait d'un clochard céleste avec qui l'écrivain barman devint ami. Hommage à cet érudit complètement dingue qui se baladait avec un sac rempli de couennes de fromage et qui acheta 147 fois le même livre pour le donner à ses connaissances* ».

Le livre n'est donc pas une biographie de son ami clochard, c'est un hommage. Il raconte ses nombreuses rencontres et les discours, pas toujours faciles à comprendre, de Markus. Il montre aussi les côtés sombres, les phantasmes et les excès parfois violents, surtout quand il avait trop bu.

J'ai moi-même bien connu et côtoyé Markus pendant 40 ans. Sa dernière fille, Maëlle pour ne pas la nommer, est née quatre jours après la naissance de ma fille Manuela, dans le même immeuble à La Chaux-de-Fonds, là où nous avons fait connaissance. J'ai souvent croisé Markus depuis. Nous avons partagé des bribes de nos histoires de vie. Dont cet épisode, que raconte l'auteur : « *Un beau jour – sans prévenir – tu as disparu. Au début personne ne s'en est inquiété. Une semaine. Deux semaines, trois semaines ... Rien de si inhabituel.* » (page 69). On commençait à se demander ce qui avait bien pu lui arriver. Le bruit courait qu'il était allé se laisser mourir, dans une forêt. On ne le voyait plus au marché où il était présent tous les mercredis et samedis, ni à l'Antabuse, son café. Puis il est réapparu. À son retour, je l'ai rencontré un jour sans m'y attendre. Je lui ai demandé spontanément : « *Alors Markus, tu es ressuscité ?* » Il n'a pas trop goûté ma plaisanterie. Le sujet était clos, il ne voulait plus en parler ! Plongez-vous dans la lecture de ce petit livre, pour découvrir un peu plus le personnage, « notre » vagabond en même temps que les bas-fonds sombres de La Chaux-de-Fonds. Vous verrez, ça en vaut la peine.

